

# LE LIBERAL.

JOURNAL POLITIQUE, INDUSTRIEL ET LITTERAIRE.

SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO.

VOL. I.

QUEBEC, SAMEDI, 22 JUILLET, 1837.

NO. 11.

## CORRESPONDANCES.

M. L'EDITEUR,

Mardi dernier, j'ai eu le plaisir d'assister à l'examen que M. Dion, instituteur de St. Roch, a fait subir à ses jeunes élèves. Les matières qui ont fait le sujet de cet examen, ont été, la lecture, l'histoire, la géographie, l'arithmétique &c. Les élèves ont répondu à la satisfaction d'un auditoire nombreux et respectable qui a témoigné son approbation par des applaudissements vifs et réitérés. Le Révérend Messire Téin, Curé de St. Roch, assista à cet examen, et y fit la distribution des prix.— Ces jeunes élèves jouèrent aussi plusieurs drames intéressants qui excitèrent l'hilarité des assistants. M. Dion mérite nos éloges pour la peine qu'il se donne pour l'éducation des enfants que l'on a confiés à ses soins.

Madame Dion n'en mérite pas moins nos éloges pour le zèle infatigable qu'elle déploie pour l'instruction des jeunes demoiselles qui, jeudi dernier, ont subi, à leur tour, un examen brillant, et ont répondu avec la plus grande facilité et précision sur les divers sujets ci-dessus mentionnés.

## UN AMI DE L'EDUCATION.

Québec, 22 Juillet 1837.

M. L'EDITEUR,

Quoique je ne sois qu'un pauvre habitant de la campagne, il me sera permis, sans doute, de penser à ma façon aussi moi. Eh bien, monsieur, si vous me le permettez, je vais vous dire ce qui me passait par la tête l'autre jour, et ce à quoi, j'en suis sûr, rumine souvent mes compatriotes qui ont eu l'occasion, comme moi, d'endosser la haine militaire de sa Majesté britannique, et de combattre pour la défense du pays.

Je me disais en moi-même, "si les américains venaient à nous déclarer la guerre, combien y aurait-il de Canadiens qui seraient assez fous pour prendre les armes contre moi ci-devant ?" Et ma conscience me répondait :—"pas un seul".

Mais dans le cas où quelques esprits timides n'auraient pas le courage de refuser de prendre les armes ; quelle classe d'hommes ce pourrait-il être ?—Et voilà encore ce que me répondait ma conscience : "Ce ne pourrait être que ces vil renégats qui ont tourné le dos à la cause honorable que nous, patriotes, soutenons avec persévérance et courage, et qui seraient aussi méchants soldats qu'ils ont été chétifs patriotes."

"Si les Canadiens refusaient de prendre les armes, quel en serait le résultat ?—ça me disait encore. Il en résultera que le Canada tomberait infailliblement au pouvoir du gouvernement Américain, et qu'au lieu d'être, comme nous sommes, sous le joug d'une royauté devenue insupportable, nous vivrions heureux sous une république d'égalité, et ne pourrions concevoir comment on avait pu vivre si long-temps privé du plus beau don de la nature, la LIBERTÉ !

## UN MILICIEU.

St. Henry, 12 Juillet, 1837.

A M. Leblanc de Marconnay.

MONSIEUR,—Je n'avais rien dit par rapport au premier mensonge que vous aviez fait sur mon compte, parce que dans ce moment je vous savais dans une position épouvantable, et je laissais à d'autres à écraser l'insecte. Mais puisque vous revenez à la charge par un second mensonge il me semble que vous ne devez pas trouver mauvais que je les réfute.

Je vous dirai donc, Monsieur, que vous avez menti sciemment quand vous dites que j'ai été à Montréal y recevoir les ordres de mon Maître, M. Perrault, puisque vous saviez très-bien que je n'ai jamais été employé par ce monsieur, et que même je ne suis nullement en connaissance avec lui. Je n'ai jamais été employé à Montréal que par M. Duverney, comme conducteur, et cela dans le temps où vous étiez vous-même au service de ce monsieur.

Vous mentez encore, quand vous dites que j'ai fait circuler le bruit à Montréal, que M. Bouchette se rendait aux Trois-Rivières pour vous y rencontrer. Pendant mon court séjour à Montréal, j'ai cherché l'occasion de vous rencontrer afin de vous tirer le nez, mais je n'ai pas été assez heureux pour déconvrir le lieu qui recelait votre hideuse figure. Voilà, Monsieur, une vérité que vous auriez pu dire sans craindre d'être jamais démenti ; mais il est inutile de s'attendre à quelque chose de vrai chez vous. Vous êtes aussi éloigné de la vérité que des rapprochemens par la voie des bateaux à vapeur. Vous n'aimez pas les voyages par eau ; cela est naturel ; le reptile préfère ramper sur la terre, mais tôt ou tard il se fera écraser la tête.

Je suis votre etc.

Frs. LEMAITRE.

Québec, 22 juillet, 1837.

## A N E C D O T E .

Un certain curé dans des paroisses près du centre de la rivière Chambly, ayant eu un de ses confrères voisins à dîner avec lui, le 26 juin dernier, jour que la St. Jean Baptiste était fêtée civilement, en plusieurs endroits du pays, dit à ce confrère, qu'il savait être un peu de sentiment bureaucratique ; je vous préviens Monsieur, que vous allez faire ici aujourd'hui, un dîner de pa-

triote, car je n'ai plus dans ma maison pour breuvages, que du Whisky, de la grosse et petite Bière, et de l'eau, suivant la nouvelle méthode des trois patriotes. Je n'ai autre chose à vous présenter pour desserts, que des confitures composées de fruits et sucre du pays, et aussi du fromage du pays. Messire le demi-bureaucrate, un peu surpris de ce début, n'a cependant rien répondu à cela. Mr. le curé lui a dit ensuite, vers la fin du dîner, nous allons maintenant boire, à la santé de tous ceux qui fêtent aujourd'hui civilement la St. Jean Baptiste, dans les divers endroits du pays. Ce Messire convive, paraissant se contraindre fortement, ayant aussi le visage enflammé, a bu sans faire aucune réflexion sur cette santé ; sans doute, par crainte de répliques sérieuses, qui seraient assurément surveillées, de la part de ce voisin, qu'il estime qu'il respecte.

## LE LIBERAL.

QUEBEC, SAMEDI 22 JUILLET, 1837.

Les dates de Londres sont jusqu'au 13 juin, celles de Liverpool au 15.

—Le Roi.—Les nouvelles de la santé de Sa Majesté étaient très-alarmantes.—Il était même bruit, le 9 juin au matin, que le Roi n'était plus.

—Juin 10.—Le Standard nous informe "qu'il ne s'était opéré aucun changement favorable dans la santé du Roi.

L'oppression de la poitrine continuait encore sans diminution.

—Juin le 13, la santé de Sa Majesté était toujours en état à beaucoup inquiéter le public ; ci suit le dernier bulletin.

Château de Windsor,  
Juillet, 13, 1837.

"Sa Majesté a passé une bonne nuit, et continue à tous égards dans le même état qu'hier.

Signés W. FREDK. CHAMBERS.  
DAVID DAVIES.

—LES CANADAS—Chambre des Communes 9 Juin Mr. Roebuck désirait demander au sous sec. étaire des colonies quand les Bills relatifs au gouvernement du Canada devaient être introduits?

—Lord John Russell répondit qu'aucun jour n'avait encore été fixé ; Il pourrait probablement en informer l'hon. Membre mardi ou mercredi,

Nous lisons dans la Gazette de Neilson, feuille française de Jeudi, les dépositions des nommés Léon Morin et Louis Fournier, de St. Thomas, sur lesquelles est fondée une accusation Criminelle contre un de nos compatriotes qui jouit dans le pays d'une haute considération et d'une estime bien méritée. Nous ne pouvons trop fortement répréhender la publication prématurée et indiscrète de documents de cette nature, qui peuvent que prévenir les esprits contre l'accuse, en soumettant aux préjugés des lecteurs une version *Ex parte* d'une affaire qui, comme tout autre de ce genre, doit avoir deux côtés. Nous croyons justiciable devant les Tribunaux civils et criminels, cette révélation extra-judiciaire des accusations dont la poursuite doit se faire devant un jury du pays ; et quoique nous n'ayons rien à craindre pour notre estimable compatriote, dont l'exculpation sera, nous n'en doutons pas, complète, néanmoins, nous devons remplir ce qui nous paraît un devoir, c'est-à-dire, condamner absolument la publicité de dépositions contenant des accusations criminelles quelconques contre qui que ce soit.

Non-Consommation.—L'impression est déjà produite sur le commerce d'importation par les mesures recommandées aux assemblées anti-coercitives qui se sont tenues, et se tiennent encore journallement dans toute l'étendue de la Province—La consommation du Rhum, du Brandy et du Gin a sensiblement diminuée. Notre foi dans l'efficacité de ce remède au pillage que l'on médite sur le trésor public, augmente de jour en jour. Cette non-consommation des produits d'outre-mer a deux effets bienfaisants ; d'abord, celui de tarir la source d'un revenu que la force nous enlève, et, en outre, celui d'encourager l'industrie de l'habitant agriculteur et manufacturier du pays et d'ajouter par là même à son indépendance.

Nous recommandons à nos lecteurs un article extrait du Glaneur—et intitulé : "LES RESOLUTIONS DE LORD JOHN RUSSELL" qui se trouve dans la feuille de ce jour.

ASSEMBLEE DE DESCHAMBAULT.—Les remarques du Canadien de mercredi soir, étant le sujet d'une communication qui paraîtra dans notre prochaine feuille, nous nous bornerons à extraire aujourd'hui la note introductive que nous donne la Gazette, en reprochant l'article du Canadien sur cette assemblée. Nous ne comprenons pas plus que l'Editeur de la Gazette, comment les résolutions passées à Deschambault, qui sont fortes et énergiques, peuvent être un sujet de félicitation pour le Canadien et sa coterie.—Tant qu'à nous, nous en sommes parfaitement satisfaits, et comme elles ont le concours des amis de l'administration, nous devons augurer favorablement de la conversion prochaine de ces patriotes infidèles :

"Nous ne savons pas si nous devons féliciter le Canadien sur l'adoption de son programme à Deschambault, et MM. Huot et Larue sur le triomphe qu'ils ont remporté sur M. Morin et la succursale du comité central ; tout cela nous a l'air d'une mystification ; pour former notre opinion nous attendons la publication du discours de M. Huot."

L'ACADEMIE.—Grande Assemblée Anti-Coercition. — Les Résolutions outrageantes de lord John Russell continuent à provoquer l'expression chaleureuse de l'indignation des habitans du pays.—Lundi, le 17 du courant, les

trans-tenanciers du comté de l'Acadie, au nombre de 4,000, se sont assemblés à Napierville, où ils ont passé une série de résolutions qui ne laisse aucun doute sur la fermeté de leur détermination à insister sur la correction des abus politiques qui rendent le peuple malheureux, et ce beau pays le théâtre de la discorde.

L'Honorable M. Papineau assista à l'assemblée, et fut accueilli avec honneur et enthousiasme—Un nombre

considérable des habitans du comté se portèrent à sa rencontre le dimanche précédent, et l'escortèrent jusque chez le Major Ignace Bertrand à Blainville, où il passa la nuit.—Le lendemain il se rendit à la place de réunion à Napierville.—Le cortège qui l'accompagnait, était immense : au-delà de 500 Cavaliers précédentaient le digne cheval du grand O'Connell, portant bannières et étendards, et 300 à 400 voitures venaient à sa suite combles de ses partisans et admirateurs. Les dames mêmes, de leurs fenêtres et balcons se sont empressées de rendre un hommage flatteur au plus distingué de nos compatriotes dont elles parsemèrent le passage de fleurs.—

Parmi les dévises et inscriptions qui décorent les pavillons et bannières, les suivantes furent les plus remarquées. "A bas le Conseil;" "Pas de Coercition;" "Lord John Russel!! il a flétrit son nom de famille;" "Un éternel lugubre déployait les noms de "Craig! Dalhousie!! Aylmer!!! Gosford !!!" "Exportation, puise Gosford être la première;" "Nos entans, et nos autres manufactures domestiques;" "Nos écoles—honte au Conseil qui les a fermées;" "assurez vous de la voie, et boutez en avant;" "La liberté—pain de la vie—En avant;" "Peuple du Canada, aide-toi, le ciel vaidera."

"Papineau, l'espoir de la Patrie;" "WALLER, TRACEY, et DUVERNEY—La presse triomphera des chaînes;" "BIDWELL, MACKENZIE et les réformistes du Haut-Canada;" "HOWE et les réformistes de la Nouvelle-Ecosse;" "Le principe électif—la chose par excellence que nous voulons," "Raizenne et les officiers patriotes des milices;" "L'union fait la force;" "Les proclamations ne sont pas lois."

COLLEGE DE SAINTE-ANNE.—Le 28 du mois dernier, M. Papineau est allé faire une visite au collège, accompagné de MM. Lafontaine, Girouard, Léourneau, ect.—On avait mis 2 pavillons sur le haut du jeu de paume, et lorsque M. Papineau s'est présenté, le canon a tiré de dessus la "citadelle," et des cris de hurra ! houra ! vifs applaudissements en l'honneur du grand homme, dont le nom et la personne sont révérés en tous lieux, se firent entendre à plusieurs reprises. Les élèves ont eu congé en l'honneur de cette visite.

## A l'Editeur de la Minerve.

MONSIEUR,—Vous recevrez avec la présente une adresse des Electeurs du Comté de Richelieu à C. C. S. de Bleury, Ecr., un de leurs représentants, les priant de leur remettre leur mandat. Quatre cents électeurs, à peu près, les plus influens du comté, ont signé cette adresse dont ils lui auraient envoyé le manuscrit, s'ils n'avaient craint que M. de Bleury ne regardât cette démarche comme n'étant pas assez solennelle et qu'il ne se servit de ce prétexte pour ne pas faire droit à leurs justes demandes. Je vous prie donc de l'insérer dans vos colonnes, et comme j'ai lieu de douter que M. de Bleury reçoive la Minerve, qui souvent a été dans le cas de lui dire de dures vérités, j'espère que vous voudrez bien lui adresser le No. qui conviendra cette adresse.

Votre etc.

UN DES SIGNATAIRES.

Richelieu, 7 Juillet 1837.

A C. C. S. DE BLEURY, Ecuyer, un des Représentants du Comté de Richelieu.

MONSIEUR.—Lorsque les Soussignés, Electeurs du Comté de Richelieu, de concert avec leurs co-électeurs firent choix de vous pour les représenter au parlement, ils ne le firent, comme vous devez vous en rappeler, qu'à certaines conditions que vous jurâtes alors d'observer. L'on jugea à propos d'exiger de vous une profession de foi politique et même de vous faire engager votre honneur, parce qu'on n'avait pas dès lors une grande confiance dans la fermeté de vos principes. Nous pensions bien que quelqu'influence étrangère, l'appas des honneurs, pouvait vous faire oublier des principes, mais que jamais ils ne vous feraienr oublier vos promesses. Ces promesses, vous les avez faites sur les hustings, en face du comité asssemblé ; vous avez tenu à la main le drapeau sur lequel était inscrit votre mandat ; vous avez juré avec effusion d'y être fidèle. Si nous regardons comme du devoir rigoureux d'un représentant quelconque d'exprimer fidélement les vœux et les besoins de ses commettants, et rien autre chose que leurs vœux et leurs besoins, vous devez juger combien à dû être grand notre désappointement, lorsque nous vous avons vu, vous le délégué d'une population jalouse de ses libertés et voulant à tout prix la réforme, vous faire l'appui et le serviteur d'un gouvernement de force qui veut enchaîner votre pays, vous surtout qui aviez juré honneur et fidélité. Une partie de vos commettants, assez petite à la vérité, vous pardonnent d'abord votre vote des subsides, parce qu'ils ne considéraient pas ce vote comme étant rigoureusement contrarie à aucun principe, et qu'en cela ils vous pardonnaient d'avoir obéi

## LE LIBERAL.

à une influence supérieure; mais le grand nombre ne considéra pas la chose ainsi, et vous fûtes censuré à l'assemblée du comté tenue à St. Ours. Vous essayâtes vainement dans une assemblée subséquente de vous justifier. Le comté vous réprouvait. C'est alors qu'on eut lieu d'être surpris de ne pas vous voir remettre votre mandat aux mains de vos constituans, car entr'autres promesses, vous aviez assuré le comté que lorsque vous seriez appelé à juger une question de droit tant soit peu importante, si vous ne la voyez pas du même œil que ceux qui vous déléguaien, vous ne vous considéreriez plus comme leur représentant. Toutefois nous ne jugeâmes pas nécessaire alors de vous rappeler publiquement votre promesse, ni de vous sommer de la tenir, parce que voyant les journaux dévoués à lord Gosford assurer que la majorité du peuple de ce pays partageait la politique bâtarde de la minorité de la chambre, nous avions lieu de croire que S.E. appellerait le peuple à se prononcer et alors nous aurions fait justice de vous. Comme lord Gosford ne l'a pas fait, nous avons conclu que les patrons de ces journaux, qui sont ses aviseurs, ou bien disaient sciemment une fausseté dans leurs journaux ou que le chef de l'exécutif a une aussi mince opinion de leur jugement que le pays a de leur honnêteté. En vain avons-nous espéré encore dernièrement que son excellence serait avisée par son conseil assemblé de dissoudre la chambre, l'aréopage n'a enfanté que la risible *Proclamation*!

Puis donc que nous avons attendu jusqu'à ce jour aussi inutilement que patiemment que vous remettiez votre mandat au comté, il devient pour nous d'un impérieux devoir, surtout à présent que nous vous voyons donner la main au parti dit constitutionnel, de vous sommer de tenir votre parole, et de remettre votre mandat, et c'est ce que nous faisons solennellement par la présente. Nous ne voulons pas que ce comté puisse être considéré plus longtemps comme complice de vos actes politiques. Nous ne voulons pas que vos mandataires aient rien de commun avec un gouverneur qui ayant cherché à tromper la chambre par des promesses fallacieuses, a l'impudent d'avouer dans ses dépêches cet acte honteux, de s'en faire un mérite, et d'accuser la politique plus franche de Head qui, par la publication des instructions, ne lui a permis de tromper que quelques membres de la législature. Nous ne voulons pas d'un membre qui aussi indignement trompé, non seulement ne dénonce pas le fourbe, mais veut bien encore demeurer son satellite. Vous pourrez nous objecter qu'il n'y a pas de loi qui puisse vous forcer à remettre votre mandat et qu'ainsi vous pouvez le garder jusqu'à l'émanation d'un nouveau writ; vous vous trompez, il y a celles de l'honneur, et ce sont celles sur lesquelles nous nous appuyons pour vous sommer de tenir parole.

Objecteriez-vous que les signataires ne sont pas le comté et qu'ainsi vous ne devez pas avoir égard à notre démarche? Ce seroit un bien vain subterfuge, puisque le seul moyen pour vous d'avoir l'opinion du comté sur votre compte est de vous soumettre à une nouvelle élection. Nous pensons donc que vous le ferez. Si nous n'exprimons pas ici les vœux du comté, vous serez réélus, et cette réélection sera glorieuse pour vous, quand même, comme celle de Sir Francis Burdett, elle pourrait être considérée comme l'œuvre d'une influence étrangère.

Richelieu, 29 juin, 1837.

 Ci-suivent les signatures de 397 des principaux Electeurs du comté de Richelieu.

(Du Vindicator.)

Lorsqu'en 1765, le ministère britannique et ses créatures procurèrent, dans le parlement impérial, la passation de l'acte du timbre, les colons se déterminèrent à subir toutes les conséquences plutôt que de se soumettre à la tyrannie; ils se formèrent en associations, et résolurent de ne plus faire usage de manufactures britanniques, jusqu'à ce que l'acte du timbre eut été abrogé.—De cette manière, l'on vit la liberté britannique combattre contre la tyrannie britannique. Conformément à la constitution de la Grande-Bretagne, il était libre au sujet d'acheter ou de ne pas acheter, selon son bon plaisir. En se refusant aux achats jusqu'à l'abrogation de l'acte, les colons intéressèrent les marchands dans leur demande, aussi ces derniers se joignirent-ils bien vite à eux pour solliciter l'abolition de cet acte. Ils avaient tellement réduit l'importation des manufactures britanniques, que la suspension subite de demandes d'objets de commerce se montant annuellement à une somme de plusieurs millions sterling, avait mis hors d'emploi dans la mère-patrie plusieurs milliers d'industriels qui se virent comme forcés, par des motifs d'intérêt, à appuyer la mesure que sollicitait l'amérique. Les pétitions des colonies furent donc secondées par les pétitions des marchands et manufacturiers de la Grande-Bretagne; ce que les premiers sollicitaient comme leur droit, ces derniers le demandaient par des motifs de pur intérêt personnel. Après avoir énuméré les divers actes de patriotisme dont les anciennes colonies firent preuve dans des circonstances aussi critiques l'historien de la révolution américaine continue ainsi: "Afin de remédier au manque de produits britanniques, les colons se livrèrent à la culture des manufactures domestiques;—sous peu, l'on vit exposé sur les marchés, de grandes quantités de drap d'une tissure à la vérité grossière, mais que l'on préférait généralement à de semblables articles importés de la Grande-Bretagne, quoique ces derniers fussent moins couteux, et d'une qualité supérieure. Pour qu'on ne manquât pas de laine, il fut résolu que l'on ne manquerait pas d'agneaux,—le luxe étranger fut généralement banni,—les femmes se montrèrent aussi courageuses que les hommes dans beaucoup de circonstances où il fallut faire des sacrifices pour le salut de la patrie, et c'est avec le plus grand empressement qu'elles se refusèrent à l'usage des articles de parures sur leurs personnes et de luxe sur leurs tables. Toutes ces restrictions que les colons s'étaient volontairement imposées, furent si bien observées, qu'elles eurent l'effet de mettre en détresse un grand nombre d'artisans dans l'Angleterre, et quelque manufacture jusqu'à florissantes demeurèrent sans débit. Après six mois de résistance opiniâtre de la part des colons, l'on vit le ministère britannique proposer aux communes l'abrogation de l'infâme acte du timbre.—Canadiens, c'est à vous maintenant d'imiter le noble exemple des patriotes de 1765.

*(Extrait du Glaneur.)*

LES RESOLUTIONS DE LORD JOHN RUSSELL.

En voyant ce titre, le lecteur doit se demander qu'ont à faire les résolutions de lord John Russell, toutes politiques, avec un journal qui a promis de ne se point mêler de politique. Aussi n'est-ce pas sous leur rapport politique que nous prétendons parler ici de ces résolutions adoptées par la chambre des communes, et nous admettons qu'il n'appartient pas à cette feuille d'en discuter le mérite ou le démerite. Nous ne prétendons parler que de l'influence qu'elles vont avoir sur notre économie domestique. Or, nous prétendons que cette influence va être immense, et qu'elle va avoir les plus heureux résultats. Une section étendue de la population considérant ces résolutions comme contraires aux droits du sujet anglais, en ce qu'elles affectent les revenus de la province sans le contrôle de la législature locale, a entrepris d'arrêter, autant qu'il est en elle, les sources de ce revenu, en s'abstenant de faire usage des produits importés, qui sont ceux qui paient des droits. Que cette mesure, considérée sous un rapport politique, soit opportune ou inopportun, c'est encore une question hors de notre domaine. Il ne nous appartient de la considérer ici qu'autant qu'elle va accroître notre bien-être domestique, en nous faisant consommer de préférence des produits manufacturés en ce pays, en nous faisant rejeter des produits qui coûtent bien cher et qui valent bien peu, en excitant parmi nous l'esprit d'entreprise, une louable émulation, en soulevant notre industrie, etc. Sous ce rapport, qui ne se réjouirait avec nous de cette mesure? Qui oserait la blâmer? Autant vaudrait-il blâmer la ménagère qui fait elle-même son pain plutôt que de l'acheter chez le boulanger, quand elle y trouve son profit. Il est donc risible d'entendre des gens qui disent encourager l'usage des productions du pays et réclamer les bienfaits de l'industrie, s'élever contre les *non-consommateurs* et les traiter en ennemis nés de l'industrie. Ces gens là ont-ils considéré, comme un ennemi de l'industrie, l'immortel Napoléon, quand il défendait l'entrée en France des produits manufacturés en Angleterre? Les gens sensés ne le considéraient-ils pas au contraire comme l'ami le plus ardent de l'industrie française?

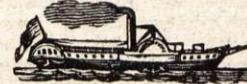
Non, de quelque opinion ou nuance politique que l'on soit, on ne peut disconvenir que les fameuses résolutions, si le plan de *non-consommation* proposé déjà dans plusieurs assemblées populaires, est plus généralement suivi, auront l'effet de donner la plus forte impulsion possible à notre industrie nationale. De quelque nuance politique que l'on soit, à moins d'être un enragé ou un fou, on ne peut encore que désirer cet heureux résultat. Dire que la mesure de *non-consommation* est le produit d'une tête têlée, parce qu'elle ne peut avoir de résultat, c'est se montrer aussi ignorant de l'histoire que de ce qui se passe autour de nous. En effet, jetons les yeux sur nos voisins. Les Américains sont certainement un des peuples les plus industriels qui existent; cependant ils ont été dans l'état où nous sommes, les mêmes accusations ont pesé sur eux, et des procédés semblables à ceux qui vont être adoptés à l'égard de ce pays ont amené leur industrie à l'état où elle est. C'étaient d'enragés *non-consommateurs*; l'histoire des caisses de thé à la mer, seule est suffisante pour le prouver. Mais il n'est pas nécessaire de passer la frontière pour avoir des preuves de nos avancées. Il ne faut que jeter les yeux autour de nous pour s'apercevoir combien, depuis quelques années, l'opposition d'une partie de notre population au gouvernement, a mis en vogue nos tissus quoiqu'encore grossiers, nos liqueurs fermentées et distillées quoiqu'inférieures. L'état des revenus de la douane en est encore une jolie preuve. A présent donc que des partisans politiques se font un devoir et un honneur de ne consommer, autant que possible, que des produits du pays, qu'on se propose même de s'associer pour cela, l'industrie va faire de bien autres progrès. "On a accusé ci-devant, disait quelqu'un, le ministère anglais de vouloir décourager l'établissement de manufactures en ce pays,...les résolutions de lord John vont le laver glorieusement de ce reproche, l'un des plus injurieux pour un peuple civilisé: pareillement on a accusé le peuple de ce pays de manquer d'industrie, les résolutions de lord John vont encore avoir l'effet de faire sentir la fausseté de cet avancé.

Dernièrement quelques Messieurs, partisans de la *non-consommation*, voulaient s'habiller avec des tissus fabriqués en ce pays; mais le soleil de juin les avertit bientôt que le drap gris ne serait pas très-confortable pour la belle saison, pendant qu'ils observaient qu'il leur serait impossible de paraître bien avantageusement avec notre grosse toile. Une de nos bonnes ménagères vint les tirer d'embarras en leur disant qu'elle leur ferait un tissu en toile peu inférieur à cette étoffe importée qu'on appelle *drill* (coutil) et elle a tenu parole. Ce *drill* est d'une blancheur éclatante. La même personne doit en faire d'autre de diverses couleurs. Des émules ont promis qu'elles feront mieux encore. Des cultivateurs qui ne semaient qu'un quart de minot de graines de lin, en ont semé un demi-minot cette année et gardent un plus grand nombre de moutons. On parle aussi d'établir de nouvelles manufactures. Nous citons ces exemples entre mille comme preuves de ce que nous avons dit au commencement de cet article: "Que les résolutions de lord John Russell vont influer d'une manière aussi favo-

rable qu'immense sur notre économie domestique;" car il faut observer que le whiskey importé par exemple, coûte 6 chelins, pendant que celui qui est manufacturé ici en coûte au plus 3, la toile dont nous avons parlé ne coûte que 1 chelin 8 pence l'aune, pendant que le *drill* importé coûte le double et dure moitié moins; notre drap gris coûte de 4 à 5 chelins l'aune, ce qui n'est pas le quart du prix qu'on donne pour du drap importé qui ne vaut pas à beaucoup près autant.

Nous étant informé des procédés qu'on avait employés pour blanchir la toile dont nous avons parlé dans l'article précédent, nous avons appris qu'on se contentait de la mouiller et de l'exposer au soleil en cet état. On répète cette opération pendant plusieurs jours. Il paraît que ce procédé est suivi en Hollande pour le blanchiment des toiles. En France et en Angleterre on fait bouillir les écheveaux de fil de lin avec des cendres tamisées. Quelques fois aussi, après que cette opération est terminée et qu'on a fait sécher le fil, on le fait bouillir avec du charbon en poudre, pendant une heure, dans une quantité suffisante d'eau.

L'écrit de M. MORIN sur l'Assemblée Patriotique de Portneuf paraîtra dans le prochain numéro.



### VOYAGE DE PLAISIR

#### AUTOUR DE L'ISLE D'ORLEANS.

**L**E BATEAU A VAPEUR LE *CYGNE* Capt. **PACAUD**, partira du Quai de la REINE, (Si le tems le permet) DIMANCHE, (demain) à Neuf heures du matin, pour faire le tour de l'Isle et revenir le soir.

La Bande de l'Artillerie Canadienne Jouera à bord.

Le prix de la Chambre, sera de 3s. 9d. et sur le pont 2s. 6d.

On trouvera toute sorte de rafraîchissemens à bord du Cygne.

Québec, 21 juillet, 1837.

### CHIRURGIE VETERINAIRE.

No. 55 RUE ST. PAUL—MARCHE' ST. PAUL,  
CHEZ M. FELIX BEDIGARÉ.

**M**R. LOUIS D'ORLEANS, Maréchal expert autrement, *Vétérinaire*, à l'honneur de prévenir le public, et particulièrement ces Messieurs qui jusqu'à présent lui ont fait l'honneur de lui témoigner leur confiance qu'il se retire maintenant à la susdite adresse, où il se trouvera tous les jours (le Dimanche excepté) depuis 5 heures jusqu'à 8 heures du matin, depuis 6 heures jusqu'à 8 heures du soir pour s'appliquer au traitement et pansement des chevaux et autre bétail. Mr. D'Orléans se flatte que ses connaissances et son expérience dans l'art qu'il pratique continueront à lui garantir de l'encouragement.

Au même endroit se trouvent la boutique de Messieurs **LEMOINE & CAUCHON** Maréchaux et Taillandiers, qui offrent respectueusement au public leurs services dans l'ur département particulier.

### AVIS.

**L**ES SOUSSIGNÉ'S viennent de recevoir par le Général *Gascogne*, Capt. **Rendall**, 68 paniers fayence bien assortis pour l'usage des familles, et en outre 100 paniers bien assortis pour les Marchands de la Campagne.

B. LACHANCE, & FILS.  
Québec, 12 juillet 1837.

### A LOUER.

**U**NE place dans un Banc, Chapelle Ste. Famille No. 1, S'adresser au Bureau du Libéral.

### A LOUER.

**U**NE Place dans un Banc, No. 2, dans la Nef, côté de l'Evangile.—S'adresser au Bureau de ce Journal.

Québec, 22 Juillet, 1837.

### PENSION.

**L**E Soussigné peut recevoir à son Hotel, connu sous le nom de Hotel de la Douane, Six Messieurs comme pensionnaires. Son établissement est confortable et ses termes modérés.

R. BLACKISTON.

8 juillet, 1837.

### TELESCOPES & BAROMETRES.

**A**VENDRE deux des meilleurs Télescopes de 30 pouces avec trépied de cuivre, dans une caisse d'acajou.

Quatre Baromètres élégants avec thermomètres, hygromètres et niveau, dans des cadres, poli français, portatifs.

G. D. BALZARETTI.

21 juillet 1837.

### FORTE PIANO A VENDRE.

**U**N forté-piano à patente, carré, supérieur, de la meilleure fabrique d'Amaïne, poli français, garanti par le professeur Henry Hertz.

G. D. BALZARETTI.

21 juillet 1837.

### AVIS.

**J**OHN TEED, Marchand Tailleur, No. 11 rue Champlain en adressant ses humbles remerciemens à ses amis et au public pour le généreux encouragement qu'il a reçu depuis son entrée dans les affaires, prend la liberté de leur annoncer qu'il a reçu son assortiment de marchandises d'été de toute espèce en son genre de commerce et qu'il les offre au public aux conditions les plus modérées pour argent comptant ou à un crédit approuvé.

Tous ordres sont remplis avec promptitude et élégance.

Québec, 17 juillet, 1837.

Imprimé pour les PROPRIÉTAIRES par FRS. LEMAÎTRE,

Rue St. Paul No. 32.

# THE LIBERAL.

A POLITICAL, LITERARY AND COMMERCIAL JOURNAL.

SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO.

VOL. I.

QUEBEC, SATURDAY, 22 JULY, 1837.

NO. 11.

## THE VOICE OF THE PEOPLE.

### ANTI-COERCION MEETING OF THE COUNTY OF L'ACADIE.

The mighty voice of popular indignation against the *Russell* atrocity, comes booming on our ears from all parts of this and the adjoining districts. Yesterday, the sturdy, determined and independent Freeholders of the county of l'Acadie assembled, to the number of about *FOUR THOUSAND*, in the public square of the village of Napierville, to take into consideration the iniquitous measures of Coercion hurled at this Colony by "the bloody and brutal" whig ministry and their creatures in the British Parliament.

In conformity with the request of a number of the most influential gentlemen of the county, the hon. Mr. Papineau proceeded on Sunday evening, to attend this splendid meeting.—The hon. gentleman was met about halfway between Laprairie and the village of l'Acadie, by a most respectable cavalcade of horsemen, and carriages, by whom he was escorted to the residence of Major Ig. Bertrand, Blairfindie, where he slept. At an early hour next morning the principal inhabitants of the neighbourhood waited on the hon. Mr. Papineau whom they accompanied to the confines of the county, where the Blairfindie cavalcade was joined by crowds of the electors of the county of l'Acadie, on horse-back and in carriages, prepared to receive the hon. Speaker, and conduct him to the place of meeting. It is impossible for us to give any thing like an idea of the number composing the immense cavalcade. It was composed, as it was estimated by persons on the ground, of about 500 men on horseback, who preceded Mr. Papineau, with flags and banners, and of between two and three hundred carriages, which followed the hon. gentleman. For ourselves, we could not form any precise opinion of the number, being in the centre of the procession. We could see neither one nor the other end of the line, but a gentleman who took the trouble to mark its length, assured us that it covered at least three quarters of a league of ground. Accompanied by these staunch and determined yeomanry, the hon. Mr. Papineau entered Napierville, where a numerous body of electors from other sections of the county were already collected awaiting the hour of the meeting. Arrived opposite the residence of Dr. Côte, M. P. P., the leader of the reformers of Lower Canada was received with three rounds of heart-cheering applause, in the midst of which rose leaves were showered by the fair ladies who adorned the windows of Dr. Côte's house, and who with smiles and waving of handkerchiefs welcomed the undaunted defender of their country's rights.

The following were among the mottoes on the flags which we noticed in the above procession.—"Down with the Council;" "No Coercion!" "Lord John Russell! he has disgraced his family's name;" A death's head and cross bones on a black flag with the words "Craig! Dalhousie! Aylmer! Gosford!" "Exports; may Gosford be the first;" "Our children, and our other domestic manufactures;" "Our schools—shame on the Council which shut them up;" "Be sure you're right, then go ahead;" "Liberty the bread of life;" "Forward;" "People of Canada—help yourselves and God will help you;" "Papineau, our Country's hope;" "Waller, Tracy, and Duvernay; The press will triumph over chains;" "Bidwell, MacKenzie and the Reformers of Upper Canada;" "Howe, and the Reformers of Novascotia;" "The Elective principle, the one thing needful;" Raizaine, and the patriotic Militia officers;" "Union is strength" "Proclamation is not law."

Shortly afterwards the meeting was opened Major J. B. LUKIN was called to the chair. A MERIZZI, Esq., and Capt. Dozois, were appointed Vice-Presidents, and C. Huot, Esq., was requested to act as Secretary. These gentlemen took their places on a tastefully prepared hustings which was surmounted by a civic crown of roses, by drapery bearing the word "Reform," and by three flags, on which were inscribed "Equal rights"—"Reform in the county of L'Acadie"—and—the House of Assembly—the Guards die but never surrender."

The object of the meeting having been explained, the Hon. Mr. PAPINEAU was loudly called on to address the people, which the Hon. Gentleman did, in a speech in the French language, of much fervid eloquence, the delivery of which occupied about two hours. This address was listened to with the utmost attention, interrupted only by vehement and tremendous cheers. Mr. P. was followed by Dr. O' CALLAGHAN, T. S. BROWN, Esq., and Messrs. Cote and Hotchkiss, the Representatives of the County. At the earnest request of the meeting, the Hon. SPEAKER addressed the assembled multitude in English. Nothing could exceed the gratification which this speech appeared to afford. It called forth loud and frequent cheers.

The following is an official copy of the Resolutions passed at this splendid meeting:

Proposed by M. Hotchkiss, Esq., M. P. P. seconded by L. P. Girardin, Esq.

Resolved, 1. That it is an incontestable right of British subjects to meet at all times that they may think proper, and freely to pronounce their opinions upon the state of their public affairs, and in general on what ever may interest them; and whatever tend to prevent the free and independent expression of that opinion, is an infraction of, and an outrage upon, the just rights of the people.

Proposed by Capt. Stevens Williams, seconded by Capt. Jacques D. Hebert.

Resolved, 2. That it is with astonishment that we have seen the head of the executive of this Province issuing a Proclamation, characterising as seditious and perverse, men who have defended the neglected rights of their oppressed country, and who have had the noble courage to raise their voices against the oppression and tyranny of the British Ministry against this Colony.

Proposed by C. H. O. Cote, Esq., M. P. P., seconded by M. Thomas Bourke.

Resolved, 3. That from the first opening speech of His Excellency the present Governor-in-Chief, we had reason to hope, that he would endeavor to do justice to this country, and that the name of Gosford might have been placed among those of the benefactors of the country, and would have been cited with the names of Prevost and Burton; but that our illusions soon vanished on the instructions by the ministry to Sir Francis Bond Head becoming public: That we consider the Royal commission nothing more than a repetition of the deceptive methods for-

merly used in the old Colonies, now the United States: That we are entirely convinced that the report of those Commissioners was a scheme, devised before their departure from England, for this country from whence they brought with them prejudices common to Europeans against the people of America.

Proposed by Mr. Michael Brady, seconded by Mr. Antoine Morzilli.

Resolved, 4. That according to the report of the committee of the House of Commons of 1828, on the affairs of Canada, we should have nothing to envy in the institutions of our neighbors, and that a great number of our grievances should have disappeared forthwith: That we have seen with pity the miserable attempt made by Lord Aberdeen, in a dispatch which he addressed to Earl Amherst, dated 2nd April, 1835, to prove that all the grievances of this colony had been remedied, and even that more had been done than ought to have been expected; and that therefore we are of opinion, that the names of Lord John Russell, Lord Glenelg, and Lord Aberdeen, deserve the same disapprobation as that of Lord Stanley, who has never been surpassed in violence and falsehood towards this province.

Proposed by Augustin Cartier, Esq., seconded by Joseph Hebert, Esq.

Resolved, 5. That this Colony has been constantly oppressed since it has fallen under the British Dominion, and that it has been only seldom that the justice of its complaints has been acknowledged in England, where they still persist in refusing that justice which we have so ardently solicited: that the late debates in the House of Commons have caused us to perceive that we have no more justice to hope from the other side of the Atlantic, and that we should put no further confidence except in ourselves, and in those whom nature has designated as our allies.

Proposed by Mr. James Coby, seconded by Mr. Etienne Brunelle.

Resolved, 6. That the Parliament of Great Britain, in adopting the resolutions proposed by Lord John Russell in regard to this Province, committed an act of injustice towards the inhabitants of this country; that we consider that a Parliament where we are no way represented, has no right to seize upon our money without a manifest violation of our political rights as British subjects, and that it is the duty of every man in this country, who would preserve his liberty, to oppose by all possible and legal means, this tyrannical usurpation of our just privileges; and that we will never submit to this act of spoliation.

Proposed by J. Bte. Dozois, Esq., seconded by Mr. Louis Lussier.

Resolved, 7. That it is the duty of all citizens who desire to be free, and who are opposed to slavery, to oppose, by all means in their power the carrying into effect in this Colony of the measures of Lord John Russell: that in consequence we strongly recommend to all the inhabitants of this country to use no merchandise that pays duty or contributes to swell the revenue of this Province, which plundering and degenerate authorities wish to pillage without our consent, and that we solemnly engage not to make any use, except in extreme necessity of the following articles, to wit; Brandy, Gin, Rum, Coffee, Muscovado sugar, and duty-paying Tea, or other products of similar description.

Proposed by Robert Robitaille, Esq., seconded by Mr. Patrick Barker.

Resolved, 8. That we approve highly of the conduct of the House of Assembly in the two last sessions: That it has justly defended the rights of the people, threatened with destruction, in whose name it made demands required by the great majority of the inhabitants of the country, particularly that of an Elective Council, which we will never abandon at any risk, and without the realization of which we foresee neither happiness nor tranquillity for this colony.

Proposed by J. Bte. Bissonette, Esq., seconded by Mr. Patrick Barker.

Resolved, 9. That in consequence of the treatment which we have lately received, both from His Majesty's Ministers and from the other authorities, we no longer expect justice from them, and that we firmly hope that the Representatives of this country will feel the insult which has been offered to them, and that they will never again petition or solicit a power never disposed to entertain favourably the complaints of an oppressed people, who, not many years ago, shed their blood in defence of that same authority which to-day oppresses them, whose loyalty was never surpassed by any other people connected with the British empire.

Proposed by Capt. Joseph Amant Hébert, seconded by Mr. Benoni Verdon.

Resolved, 10. That this meeting firmly believes that the conduct of the parliament of Great Britain, in regard to us, is exceedingly tyrannical, and that it can have no other result than to irritate the wounds which already exist in this unfortunate Country, without being able to heal or diminish them. That we sincerely believe that if the British ministry does not retract its errors, or if it puts into execution its project of spoliation, the inhabitants of this province will find themselves so ill-treated and insulted, that their confidence in the protection of Great Britain will for ever be lost—a thing not now desired, but which the arbitrary conduct and folly of His Majesty's ministers are rapidly bringing about.

(To be Continued.)

## CORRESPONDENCE.

### To the Editor of the Liberal.

SIR.—I am a Patriot, if by this term it is considered to love the interest and welfare of ones own Country. I am descended from a Briton, and have been brought up to consider that the constitution that has been given to us, was a similar constitution to that of Great Britain, Education, age, and experience have opened my eyes, and I am fully convinced that the constitution of this country to that of England is as dissimilar as earth is to Heaven. It is a constitution fraught with danger and injustice towards the colonists. It is a constitution which allows the Oligarchy to wallow in wealth and the people in mire—it gives to this colony councils of illusive, illiterate in experienced, and vindictive men, wanting oblige-

rality and seeking for itself the sweat of the Labourers brow and the suppression of his rights. Pitt stated, it was a constitution given to us on trial, and dear bought has that trial been.—We colonists find it ineffective and therefore ask an alteration, and that alteration sooner or later England itself will find for its benefit to grant us. Because we find the Councils are not in harmony with the desires of the great majority of the people and express our views to that effect in demanding that the one should be elective, and the other made responsible we are considered traitors and seeking the separation of this colony from the mother country—but I will ask those men of England residing in this colony if Kings themselves are not amenable to the voice of the people, and without co-operation is experienced from the majority—Kings may tremble on their Throne.—The constitution of England gives to its commons the undoubted right of stopping the supplies (although the advantage may not have been taken) then pray why should not this right be extended towards us? are we to be oppressed and coerced for using the weapons this stated glorious constitution allows us in taking advantage of the same until the redressment of the many grievances which we have to complain of? no never—we may be abused and insulted but the rights of freemen will be upheld with that dignity appertaining to them.

THE DESCENDANT OF A BRITON.  
Quebec, 21st July, 1837.

To the Editor of the Liberal.

SIR,—Permit me through the medium of your paper to give publicity to the following facts by which the public will see the unprincipled means resorted to by the Tories to swell their ranks at their intended meeting.

On Monday last the requisition calling the constitutional meeting was presented by M. JOSEPH PRIOR, merchant Tailor, to his workmen for their signatures with all present gave with the honourable exception of two of their number, namely Messrs. Cosello and Russell, on their refusal they were ordered to bring down their work instantaneously and were both discharged on the spot, such disgraceful and despotic conduct as this is sufficient to cover the whole party with disgrace, but so unprincipled are the enemies of reform, that they care naught what means they make use of so as they effect their ends. From this and similar acts of coercion lately put in force, against those who wish to think and act for themselves—the people will, however, learn what they may expect if ever this faction gains the ascendancy.

FAIR PLAY.

Quebec, July 28th 1837.

## THE LIBERAL.

QUEBEC, SATURDAY, 22 JULY 1837.

London, June 9.—The King's health.—The accounts respecting his Majesty's health are very alarming: Indeed, it has been currently reported throughout town all the morning that the King was no more.

—June 10.—We regret to learn that the accounts just received from Windsor, are that:

"No favourable improvement has taken place in His Majesty's health."

"The oppression of the chest still remains unabated."

—On the 13th His Maj's y's health still continued in a state to occasion much public anxiety. The following is the latest bulletin :

"Windsor Castle, July 13th, 1837.  
His Majesty has had a good night, and continues in all respects in the same state as yesterday."

Signed, "W. FREDRICK CHAMBERS,  
"DAVID DAVIES."

If there be any one quality more than another which should peculiarly distinguish a public Journalist it is consistency—Without it, the greatest genius is ineffective in inspiring confidence. It is at once the pledge and proof of sincerity and truth. The *Canadien* by laxing its political consistency has lost public confidence, and what will soon follow, support. It has connected itself with the hired advocate and apologist, of an arbitrary and corrupt administration, and has sunk so low in its state of servitude as to attempt to justify the violation of constitution and law committed by his Excellency Lord Gosford in taking the public monies out of the chest without authority of law. The Editor of the *Canadien* has announced his opinions upon political subjects this year of so extraordinary a nature, as would have excited a blush from him during any previous period. How then can this a parent paradox be accounted for? Unfortunately for his credit it requires an angel from heaven to clear up the seeming mystery. The change of his political principles may be traced to the root of all our errors "human weakness" unable to maintain that enviable position of uncompromising virtue which he rashly assumed at the commencement of his political career, he basely falls at the feet of an administration, and worships the idol, whose favourite he has now become. Without sufficient virtue or firmness to resist the omnipotent attractions of personal favors conferred by nobler hands, the vain Editor of the *Canadien* forgets his political principles to please his master. He turns round upon the country who has hitherto supported him, and with base ingratitude for all her favors testifies his readiness to assist in forging chains to bind her liberties. The denunciation of the plot has now taken place. Instead of being warmly engaged in fighting the good fight of popular reform, the Editor of the *Canadien* has limited his patriotic exertions to the advancement of a few personal friends, all other considerations in the estimation of the disinterested Editor in question, were subservient to the pecuniary interests of a certain coterie composed of four or five individuals. Or in other words

# THE LIBERAL.

those few persons in the mind of the Editor, a species of comprehensive arithmetic, it must be allowed, flattering to the few, but by no means gratifying to the many: When public men allow their *amour propre* to get the better of their judgment, and sacrifice principle to vanity, it is time they should retire from the active scenes of public life, and no longer mislead a public, it is their duty to instruct. The division in the patriotic ranks which the *Canadien* keeps up, if it did not create it, is calculated to do much harm to the Liberal cause. Where the most perfect unanimity does not prevail, there can be little prospect of success, it is by union alone that the people of the province can ever hope to conquer. If public opinion had pronounced itself at first, by ceasing to support the *Canadien*, it would have at once checked the growing evil of dissension and punished rashness and timidity, in the person of the Editor, but considerations other than those of a political nature had some influence with his subscribers and supporters to induce them to continue their subscriptions to a paper they could not read without sorrow and regret. These considerations, although of such an influence to day, as to suggest such a line of conduct, may be of less weight to-morrow. Therefore, it were prudent for the Editor not to push too far his egotism, lest he knocks his head against a post. To a certain point even the good nature of a people may be abused, but it is dangerous to carry the violence too far.

The Court of Appeals is now in Session, and a large number of causes (some 40 or 50) appear on the Roll to be disposed of, particularly from Judgments rendered in the Court of King's Bench for the District of Quebec. The great number of suitors, who are seeking for a remedy before this tribunal, must plainly convince a discerning public, that the Judges of the Land are unsound or, that suitors are very troublesome. From what we know of the constitution, of some, of our Civil Courts, we can, without hesitation say that the suitors have cause to complain. If we had honest and upright Judges, we should hear of few appeals arising out of trivial matters of form, or what is worse, from matters of mere spite. Formerly, sad complaints, were made against the Court of Vice Admiralty. That Court is now quite reformed and gives great and general satisfaction. We wish we could say as much for our other Courts.

It is amusing to see the Editor of the *Mercure* attempting to white wash Hector Simoa Huot, (whom we have long since discarded from our ranks) altho' we predict he will require an extra number of *Coatings* before he is brought out clean, and then, we would not vouch for his sincerity. He will however make an excellent auxiliary for the *Bureaucratie* corps for which he is a strong aspirant, and aided by his friend *Etienne*, they might then indeed boast of having two of the greatest *would be great men* in their awkward squad.

*Leblanc de Marconnay* is marvellously enraged, as by his last *Populaire*. Finding, that he obtained no credit for the very sudden and premature abandonment of his former associates he endeavours now to turn it off with a declaration that he never seriously denounced his principles. He only meant to say, that he has been guilty of political tergiversation.—Ah! Mr. Leblanc de Marconnay, “there’s no more faith in thee than in a stow’d ‘prune, nor more truth in thee than in a drawn fox.”

Want of room prevents us from making any remarks upon the following Extracts from the communication signed an “*Irishman*,” which appeared in the *Morning Herald* of Wednesday last, suffice it to say, that it is a true picture of the *Petite famille* and the influence derived from them by the Munn party at the last election. So much for being *dés renégats!* “They are kicked and cuffed by both parties and respected by no one.” As to the number of English and Irish voters who supported Mr. Connolly, we can state it as a fact, (from having perused the Poll Book) that upwards of 120 voted for Mr. Connolly.—The veracity of the writer of that communication, upon that head, like all the rest which have appeared in either tory papers, must go for what it is worth. Our statement upon this and previous occasions may easily be established by referring to the original Poll Book.

To the Editor of the *Morning Herald*.

SIR.—The excitement occasioned by the contest which has taken place for the representation of the Lower Town having subsided, it is important for many reasons to consider the relative position and strength of the parties. In reviewing this, it will be indispensable to refer to the resignation of Mr. Vanfelson, by which the election became necessary. This gentleman represented the Canadian interest exclusively, and was returned in opposition to Mr. George Pemberton, the merchants’ choice. Mr. Vanfelson was returned as the ultra supporter of the Ninety-two Resolutions and of every thing anti-British; he continued so during the administration of Lord Aylmer and during the early portion of Lord Gosford’s also, until the gross and bare-faced attempt was made to bribe the entire Canadian constituency,—with what success we are all aware. We immediately find that after a short initiation into Chateau hospitalities and confidence, the mover and supporters of the Ninety-two Resolutions and of the Address to the King, are scattered over the Province, either as Judges, Sheriffs, or in the enjoyment of other lucrative and honorable situations, as rewards for their political dishonesty;—their English antipathies vanish, and antipathy to every thing Canadian supplies the place. We find them abandon their constituents, by an abandonment of the test on which their connexion arose. Thus circumstanced, the electors of Saint Roch became jealous of their betrayed rights. A meeting took place in St. Paul Street Market, for the purpose of putting a candidate in nomination to fill the vacancy occasioned by Mr. Vanfelson’s retirement.

The principles of consistency and slavish inconsistency would then have contented, with certain success to the former. Mr. Vanfelson, after three days, canvass, retired: he could not secure the voice of a British voter, who habitually detest aspirants to judicial or other eminence based upon political inconsistency. We have had in Ireland awful visitations of this description, where briefless lawyers and officers in every station of Government were promoted for their venal votes for the destruction of their country;—these men became afterwards a

scourge in the hands of despotic Ministers to divide and rule our country, \* \* \* \* \*

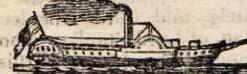
Let the triumph of what has been called the “*petite famille*” therefore, not be attributed to their strength; —it is not: \* \* \* \* \*

Since writing the above, I have read some articles in the *Canadien* in which that paper, now that the legislature is about to re-assemble, pompously puts forward pretensions to the full accomplishment of the Ninety-two Resolutions. Unfortunate man! you speak to betray:—you have already sold your birth-right. You wish to appear honest, but cannot.

Several circumstances connected with and subsequent to the election, of which I was an eye-witness, will be the subject of another communication; all which circumstances go to prove: 1st. That the separation of the Canadian party has been caused by political dishonesty; and, 2ndly. That no addition of loyalty to the Throne that is not dearly purchased by unqualified appointments, can be calculated upon or be secured by it, \* \* \* \* \*

AN IRISHMAN.

To CORRESPONDENTS.—“An Irish Radical” is received, and will appear in our next number. We regret that want of room prevents its insertion this day.



## PLEASURER TRIP

ROUND THE ISLAND OF ORLEANS.

THE STEAMBOAT, THE *SWAN*, Capt. PAUL CAUD, will leave the Queen’s Wharf, (Weather permitting,) (tomorrow) SUNDAY at Nine o’Clock A.M. to go round the Island and return in the Evening.

The Canadian Artillerie Band will be on board.  
Cabin Fare 3s. 9d. On Deck, 2s. 6d.  
All sorts of Refreshments will be on Board,  
Quebec, 22 July, 1837.

## NOTICE.

JUST Received by the Subscribers, per the *General Gascoigne*, Capt. Rendall, 68 Crates Earthenware well assorted for family use, and 100 Crates well assorted for country Merchants.

B. LACHANCE, & SON:

Quebec 12 July 1837.

## A VALUABLE FARM FOR SALE.

A FARM situated on Grand-River, (Petite Nation,) Seventy Five miles from Montreal,—consisting of TWO hundred ACRES of good Land; Fifty of which are under cultivation, containing a meadow that produces about Seventy Tons of Hay, a brook fit to erect a Carding Mill thereon. There are also a large quantity of Maple Trees on the Land.

A catholic and protestant Church are built on the said Farm, making it a desirable place for business. TEN or TWELVE building lots on the same Land are conceded at the rate of \$4 per annum. The proprietor would have no objection to barter the above property for a house in Quebec.

For further particulars, apply to the proprietor.

JOSEPH MEVILLE,  
Tavern-Keeper, St. Peter Street.

July, 8th 1837. 4

## TO LET.

A Seat in Pew No. 1 Ste. Famille Chapel.—Apply at this Office.

## BOARD AND LODGING.

THE Undersigned can accommodate Five or Six Gentlemen with Board & Lodging, on moderate terms—Opposite the Custom-House.

ROBERT BLAKISTON.

July 8th 1837.

## EARTHENWARE,

THE Subscriber in returning thank to his friends, for the liberal support he has received, during the last year in his line of business, begs to inform them, that he has just received per the MARGARET of Liverpool, a large assortment of fancy Earthenware, consisting of Tea & Breakfast sets, Dishes, &c. &c.

D. GILLORAN.

Champlain Street, 21st June, 1837.

## TO LET.

PART of a Wharf between the Properties of Messrs. Buteau & Tremain, on the river St. Charles.—Apply to L. T. McPherson, N. P., or at the office of this paper.

## Situation Wanted

BY a young Man, who is well versed in the French & English languages, would prefer Merchants office or Auctioneer’s. Salary no object.—Apply to A. B. at this office.

## TELESCOPES BAROMETERS, FOR SALE.

TWO 30 inch Telescopes best make, with brass stands in mahogany case

FOUR elegant Barometers with Thermometers, Hygrometers and Levels in french polished mahogany frames and made portable.

24 June.

G. D. BALZARETTI.

## PIANO FORTE FOR SALE.

A Superior Patentsquare Piano-Forte of d’Amaine & Co. best make, french polished, warranted by professeur Hertz.

G.D.BALZARETTI.

24 June.

CIRCULARS, VISITING CARDS, BILLS, PAMPHLETS &c. done with dispatch and in the neatest manner at low prices at this office.

**VETERINARY SURGERY,**  
No. 55 ST. PAUL’S STREET, ST. PAUL’S MARKET,  
AT MR. FELIX BEDIGARE.



MR. LOUIS D’ORLEANS, Veterinary Surgeon has the honor of notifying those gentlemen who have hitherto favored him with their patronage, and the public in general, that he has removed to the above address where he will be in attendance every day (Sundays excepted) from 5 to 8 o’clock in the morning and from 6 to 8 o’clock in the evening to devote his whole attention to the treatment of deceased or injured Horses & Cattle, and he trusts his Knowledge & experience in the art he professes will continue to ensure him support.

At the same place on the forge and farrying shop of Messrs LEMOINE and CAUCHON, Farriers and Cutlers who respectively offer their services to the public in their particular line.

Quebec, 19th July 1837.

## TO LET OR FOR SALE,

A NEW DWELLING HOUSE, St. Francis street Cape, containing TEN Apartments besides Kitchen & Cellar and a well of excellent water.—Apply to the Proprietors SHARP & QUIGLY, in the adjoining house.

10th June, 1837.

## ELIXIR VEGETAL BALSAMIQUE.

### N. H. DOWNS,

### Vegetable Balsamic Elixir,

FOR COUGHS, COLDS, CONSUMPTIONS, CATARRH, CROUP, ASTHMA, WHOOPING-COUGH, AND ALL OTHER DISEASES OF THE HEAD, CHEST AND LUNGS.

Pamphlets containing a history of the Medicine, a sketch of the diseases for which it is recommended—certificates from unquestionable sources—ample directions, and much other important information accompany each bottle, may be had of any of the Agents gratis.

Price of two ounce phials, 3s. 9d.

Price of four ounce ditto, 6s. 3d.

Sold wholesale by the proprietor at Troy, Vt. (late of Georgia) and by CURTIS & RUSSELL, Druggists, St. Albans Vt. wholesale Agents and joint Proprietors.—Also, by special appointment, by W.M. LYMAN, & Co.

JOHN NEWBOLD, { Montreal

R. TRUEAU.

MUSSON & SAVAGE, Quebec.

## ROBERT BLAKISTON,

### Sail-Maker,

MOST respectfully returns thanks to Merchants and Captains for the handsome share of patronage they have favoured him with, in the SAIL-MAKING Business, for the last fifteen years. His establishment is now carried on at No. 34 St. Peter Street, and he pledges himself that any orders in the above line will be executed with dispatch and on a reasonable credit.

Quebec June, 17th 1837.

## BREWRY TO LET,

### FOR ONE OR MORE YEARS.

A BREWRY and MALT HOUSE complete, with dependencies, the whole ready to go into operation.

### And For Sale,

A LARGE STONE HOUSE, beautifully situated on the hill or *coteau* Ste. Geneviève, being a most eligible seat for a genteel family. The Garden is extensive and contains upwards of 400 Fruit Trees, Gardiner’s House, Cistern and other dependencies. Also, TWO SMALL HOUSES adjoining the above. Apply to

R. QUIROUET.

Quebec, 17th June, 1837.

## JOHN TEEB,

### Merchant Tailor,

No. 11, CHAMPLAIN STREET, QUEBEC,

IN returning his sincere thanks to his friends and the public, for the very liberal encouragement he has received since his commencement in business, takes the liberty of informing them that he has received his SUMMER SUPPLY, consisting of a CHOICE ASSORTMENT OF GOODS, of every description in his line, and offers them to the public on the most reasonable terms, for cash or approved credit.

All orders attended to with neatness and dispatch.

17th June, 1837.

## QUEBEC HAT WAREHOUSE

AT No. 16, Fabrique Street, Upper-Town, next door to Messrs. Massue & Boisseau, and in the house on the steps near Prescott Gate, next to Messrs. Thos. Cary & Co’s Printing Office.

The subscriber has constantly on hand an assortment of hats imported per late arrivals and of his own manufacture, at the above places.

J. B. CORRIEAU.

Quebec, 17th June, 1837.

## CONDITIONS OF THIS PAPER.

The LIBERAL is published in English and French, twice a week—Wednesday and Saturday in the forenoon. The subscription for both papers is 17s. 6d. per annum, or 10s. for each, separately, exclusive of postage; payable half yearly in advance.

All communications to be addressed to the office of the LIBERAL, No. 32 St. Paul Street, where the paper is published for the proprietors.

### PRICE OF ADVERTISING.

Six lines and under, first insertion, 2s. 6d. and 7½d. for each subsequent insertion. Ten lines and under, first insertion 3s 4d and 10d each subsequent insertion. Above ten lines, first insertion 4d per line, and 1d per line for each subsequent insertion.

Advertisements unaccompanied by directions will be inserted twice a week, in English and French, and charged accordingly.

QUEBEC.—Printed for the PROPRIETORS, by FRS. LEMAITRE, St. Paul Street, No. 32.